



Faut-il avoir peur des « Vrais Finlandais » ?

de Corinne Deloy

ANALYSE
1 mois avant
le scrutin

Un peu plus de 4 millions de Finlandais sont conviés aux urnes le 17 avril prochain pour renouveler les 200 membres de l'Eduskunta/Riksdag, chambre unique du Parlement. 2 200 personnes sont candidates à ce scrutin. Au total, 38 députés sortants – +11 par rapport au scrutin législatif du 18 mars 2007 – ont choisi de ne pas se représenter.

L'économie et l'immigration devraient être les principaux thèmes de la campagne électorale à venir. Mais la question qui figure au cœur du scrutin est indéniablement celle qui porte sur le résultat que réaliseront les « Vrais Finlandais ». Après la Hongrie et les Pays-Bas, la Finlande sera-t-elle le prochain pays à voir un parti populiste réaliser une percée électorale, voire, après l'Autriche et la Slovaquie, être en mesure d'entrer au gouvernement ?

Faut-il avoir peur des « Vrais Finlandais » ?

1. Une percée attendue

Crédités actuellement d'environ 15% des suffrages par les dernières enquêtes d'opinion, le parti populiste des « Vrais Finlandais » devrait en effet réaliser une percée électorale le 17 avril. Leur leader Timo Soini affirme pouvoir remporter 15 sièges au Parlement, soit +10 qu'actuellement. Ce résultat (en hausse constante depuis le début de l'année 2010) devrait permettre à son parti de participer aux négociations pour la formation du prochain gouvernement. Timo Soini s'est déclaré intéressé par les portefeuilles de l'Économie, de l'Emploi, de l'Intérieur et de la Défense. « *Le sens et l'objectif d'un parti politique sont d'entrer au gouvernement pour exercer le pouvoir. C'est aussi notre but* » a-t-il déclaré.

Hormis les Verts, Timo Soini se dit prêt à coopérer avec tous les partis politiques. « *Les sociaux-démocrates, le Rassemblement conservateur et le Parti du centre sont de possibles partenaires de gouvernement, je n'ai pas de préférence* » a-t-il indiqué. Il a cependant posé une condition à l'éventuelle participation de son parti au gouvernement : l'abandon de l'inscription dans la Constitution d'un article faisant mention du fait que la Finlande est membre de l'Union européenne (le texte

vient d'être approuvé par le Parlement par 144 voix contre 26 mais doit encore être voté par la majorité des 2/3 du prochain Parlement pour être définitivement adopté). « *L'appartenance à l'Union européenne ne doit pas être protégée par la Constitution* » répète Timo Soini. Cette condition pourrait s'avérer un obstacle sérieux : la réforme constitutionnelle fait l'objet d'un consensus parmi les partis politiques finlandais. L'idée du cordon sanitaire (alliance des partis de gouvernement dans le but d'empêcher un parti extrémiste d'arriver au pouvoir) n'existe pas en Finlande. « Les Vrais Finlandais pourront participer au prochain gouvernement comme le Parti social-démocrate et le Parti du centre » a déclaré Jyrki Katainen, leader du Rassemblement conservateur et actuel ministre des Finances. La Première ministre Mari Kiviniemi a également indiqué le 3 mars dernier qu'elle était « *prête à coopérer au gouvernement avec n'importe quel parti politique avec lequel elle trouve une entente sur un programme gouvernemental* » et qu'elle « *n'exclut pas la coopération avec les Vrais Finlandais* ». Le Parti rural (SMP), dont sont issus les « Vrais Finlandais », a d'ailleurs participé aux gouvernements finlandais entre 1983 et 1990. Les électeurs des « Vrais Finlandais » se montrent divisés quant au parti avec lequel ils préféreraient gouverner : 48% plébiscitent une alliance avec le Parti du centre et

49% avec le Parti social-démocrate selon une enquête d'opinion.

Autre signe de la reconnaissance dont jouit le parti : le 31 mars prochain, Timo Soini sera invité à participer au débat télévisé pré-électoral, jusqu'alors réservé aux trois « *grands* » partis, organisé par la chaîne nationale Yle.

2. Qui sont réellement les « *Vrais Finlandais* » ?

Le parti est indéniablement populiste : critique des élites considérées comme incompetentes, corrompues et sourdes aux problèmes du peuple ; remise en cause de la représentation comme des corps intermédiaires et exaltation du peuple ; valorisation de la dimension nationale et hostilité à l'égard de l'Union européenne et de la mondialisation ; volonté farouche de restreindre (ou de stopper) l'immigration en provenance des pays pauvres, et refus d'une société multiethnique dénoncée comme la cause des dysfonctionnements sociaux. Les « *Vrais Finlandais* » ont prospéré sur les scandales de financement des partis politiques, la dénonciation de la politique européenne du gouvernement (notamment en ce qui concerne l'aide accordée à la Grèce et à l'Irlande) et sur la question de l'immigration. Ils ont voté contre le financement par Helsinki des plans d'aide à la Grèce, imités d'ailleurs par le Parti social-démocrate, pourtant traditionnellement très pro-européen. Le parti de Timo Soini demande qu'Helsinki diminue sa contribution à l'Union, appose son veto sur toute augmentation du montant de l'actuel Fonds européen de stabilisation financière (FESF) et souhaite créer une zone euro « *réservee* » aux Etat membres notés AAA par les agences de notation (par exemple la Finlande ou l'Allemagne). Timo Soini veut exclure les pays de la partie méridionale de l'Union européenne de l'Union économique et monétaire (UEM). « *La coopération, oui, mais créer un Etat fédéral ou des Etats-Unis d'Europe, jamais. Je ne voterai jamais en faveur du sauvetage d'un Etat* » a-t-il déclaré.

Les « *Vrais Finlandais* » sont un « *parti ouvrier sans le socialisme* » mêlant un programme économique de gauche à une politique sociale d'extrême droite. A l'Eduskunta/Riksdag, ils siègent d'ailleurs au centre, placés entre les Verts et le Parti du centre. Si partout en Europe, les partis populistes ont bien compris la nécessité de tenir un discours à la fois social et protectionniste et de s'affirmer comme les défenseurs d'un Etat providence fort, ce positionnement n'est pas nouveau

chez les « *Vrais Finlandais* » qui, dans la lignée du Parti rural de Veikko Vennamo (appelé le Parti des oubliés) dont ils sont issus, ont toujours défendu les petits, les chômeurs, les ouvriers, les laissés pour compte, les mères célibataires ou les petits entrepreneurs. Ils prônent un Etat providence fort, seul capable selon elle d'assurer la sécurité économique des citoyens les plus faibles. Au début des années 2000, les « *Vrais Finlandais* » accusaient déjà les forces de gauche d'avoir abandonné les citoyens les plus vulnérables et se battaient en faveur d'une forte réduction de l'impôt sur le revenu pour les plus bas salaires, considérant que l'augmentation du pouvoir d'achat des plus pauvres permettrait de réduire à moyen terme le recours aux aides sociales. Leur ancêtre, le Parti rural, était déjà qualifié de « *parti de gauche non socialiste* ». Dénonçant l'immigration vue comme une menace pesant à la fois sur l'identité et sur la prospérité du pays d'accueil, les « *Vrais Finlandais* » proposent de réserver la protection sociale aux seuls nationaux et demandent une diminution des aides sociales accordées aux étrangers. « *Un étranger muni d'un permis de séjour n'est pas comparable à un Finlandais* » a déclaré Timo Soini.

Opposés au mariage entre personnes du même sexe ou à l'adoption par des couples homosexuels, le parti populiste défend la famille traditionnelle, proche en cela du parti chrétien-démocrate avec lequel il avait d'ailleurs fait alliance aux dernières élections européennes le 7 juin 2009. Les « *Vrais Finlandais* » se sont ainsi opposés aux Verts sur la question des droits des homosexuels qui a fait l'objet d'un débat public à l'automne 2010.

Le programme électoral des « *Vrais Finlandais* », rédigé par un groupe de 14 personnes présidé par Vesa-Matti Saarakkala, prône la défense de la culture « *homogène* » finlandaise (la « *finlandité* »). « *Les Vrais Finlandais ont été les meilleurs pour transformer le scepticisme de l'opinion quant à la question de l'immigration en soutien populaire mais ils ne sont pas les seuls à avoir tenu des discours remettant en cause l'accueil de populations venues de l'étranger* » déclare l'analyste politique Jussi Foerbm.

Le parti fait de la présence des réfugiés somaliens (au nombre d'environ 10 000) l'une des questions centrales du débat politique. Il refuse cependant d'être qualifié de raciste alors qu'il rappelle que les immigrés doivent respecter les lois du pays où ils vivent. « *Je*

me sens vraiment offensé lorsque mon parti ou moi sommes qualifiés de racistes. C'est un jugement injuste et qui va à l'encontre de ce en quoi je crois » affirme Timo Soini. La Finlande a longtemps été très homogène, accueillant des immigrés venus de pays proches (Suède, Estonie). Le pays compte dorénavant 155 000 personnes nées à l'étranger, soit 3% de sa population totale, la proportion la plus faible de l'ensemble des pays européens.

« Le vote en faveur des Vrais Finlandais est un vote de protestation. Les partis de gouvernement paraissent déconnectés des réalités. Les gens veulent que quelqu'un les écoute et les prenne au sérieux » indique le professeur de sociologie, Risto Heiskala. Les « Vrais Finlandais » ne s'inscrivent pas dans la tradition d'extrême droite que représentent par exemple le Parti libéral autrichien (FPÖ) ou le Front national français (FN). Si la personnalité de Timo Soini est un élément important du succès de son parti (dont peu de cadres sont connus du grand public), l'homme n'est pas non plus un leader comparable à Jörg Haider, Jean-Marie Le Pen ou Geert Wilders (Parti de la liberté, PVV) aux Pays-Bas. Les « Vrais Finlandais » ne partagent pas non plus le rejet de l'islam de ce dernier. « Comparés à l'extrême droite européenne, la rhétorique du parti est beaucoup plus conciliatrice » affirme Miikka Pyykkönon, professeur à l'université Jyväskylä.

Les « Vrais Finlandais » attirent les électeurs de l'ensemble des autres partis politiques. Selon Jari Pajunen, directeur de recherche à l'institut Taloustutkimus, sur 100 électeurs des « Vrais Finlandais », 50 ont déjà voté pour ce parti, 10 sont d'anciens électeurs du Parti du centre, 10 d'anciens Sociaux-démocrates, 8 du Rassemblement conservateur, 5 de l'Alliance des gauches et 17 ne s'étaient jusqu'alors jamais rendus aux urnes. Les 2/3 de ses électeurs sont des hommes peu diplômés, victimes des fermetures d'usines et des licenciements consécutifs à la crise économique.

3. Une irrésistible ascension ?

La percée des « Vrais Finlandais » a constitué l'événement des dernières élections locales le 26 octobre 2008. Le parti populiste a recueilli 5,4% des suffrages (et 442 conseillers locaux) mais 10% des suffrages (+ 9 par rapport au précédent scrutin) à Vantaa, ville de la banlieue d'Helsinki et 6 élus. Ils ont également

remporté 4 sièges de conseillers à Helsinki. « Le cauchemar est maintenant arrivé chez nous » analysait à l'époque le politologue Tuomo Martikainen, qui ajoutait « les gens sont insatisfaits et déplorent que certains problèmes graves ne soient pas résolus ». « La xénophobie est désormais organisée en Finlande » affirme Pasi Saukkonen, chercheur de la Fondation pour la politique culturelle, ajoutant que la Finlande a longtemps constitué une anomalie en Europe en raison de la faiblesse de son extrême droite.

Le parti populiste a confirmé son résultat lors des élections européennes du 7 juin 2009 où il a recueilli 9,8% des suffrages devenant ainsi le 4e parti de Finlande. Comme cela avait été le cas aux élections locales, Timo Soini est le candidat à avoir recueilli le plus grand nombre de voix sur son nom à ce scrutin.

L'affaire du scandale du financement des partis politiques et la chute de Matti Vanhanen

L'affaire sur le financement des partis politiques a abouti à la démission du Premier ministre (2003-2010) Matti Vanhanen (KESK) en juin 2010. Elle a débuté en avril 2008 lorsque les médias ont révélé que des hommes d'affaires (constructeurs de grandes surfaces commerciales ou industrielles) avaient financé au moins 53 responsables politiques issus principalement du Parti du centre et du Rassemblement conservateur ; la quasi-totalité d'entre eux ont été élus et 7 sont devenus ministres. La presse a ainsi dévoilé le 27 janvier 2007, soit 2 mois avant les élections législatives, que le chef du gouvernement, Matti Vanhanen, avait organisé une réunion sur le financement électoral à laquelle participaient le secrétaire du Parti du centre, Jarmo Korhonen et des dirigeants de l'entreprise Nova Group. Les journaux révèlent qu'Arto Merisalo (Nova Group), leader du groupe d'hommes d'affaires, a été en contact avec Matti Vanhanen lors de la formation du gouvernement où il aurait obtenu des postes pour ses protégés. Le Premier ministre, qui a déclaré ne pas connaître ces hommes d'affaires, s'est alors retrouvé au cœur du scandale. Il a été accusé par l'opposition d'avoir bénéficié de financements illégaux pour sa campagne électorale législative du 17 mars 2007 et par la chaîne de télévision publique Yle d'avoir reçu

des aides en nature à titre personnel. Plusieurs membres de son parti ont également été impliqués dans le scandale et accusés d'avoir reçu de l'argent de Nova Group. En août, la presse a fait de nouvelles divulgations selon lesquelles le Rassemblement conservateur aurait reçu 75 000 € (+ un 2e versement de 50 000 €) de Björn Walhroos, directeur général et administrateur du groupe d'assurance Sampo, détenu à 14% par l'Etat finlandais. D'autres entreprises détenues en partie par l'Etat ont par la suite indiqué avoir fait des dons à plusieurs partis politiques.

Déjà mis en cause, le Premier ministre Matti Vanhanen a été accusé d'avoir violé la loi en participant à la décision d'accorder des subventions d'environ 1 million € à l'association Raha-automaattiyhdistys (Ray) entre 2006 et 2009. Cette organisation détient le monopole des casinos et des machines à sous en Finlande et consacre une partie de ses bénéfices à des organismes sociaux, dont la Fondation du Parti du centre, Nuorisöäätiö, qui a financé à hauteur de 23 000 € la campagne de Matti Vanhanen pour l'élection présidentielle des 15 et 29 janvier 2006. Le chef du gouvernement s'est défendu en déclarant n'avoir commis aucune infraction et indiqué qu'il refusait « *de porter le chapeau pour de pratiques généralisées depuis des années* ». Antti Kaikkonen, président de la Fondation Nuorisöäätiö et député du Parti du centre, a démissionné de ses fonctions, imité en septembre 2009 par Jukka Vihriälä, président de l'association Ray et député du même parti.

Matti Vanhanen a fini par démissionner de la présidence du Parti du centre (12 juin 2010) puis de son poste de Premier ministre (22 juin), officiellement parce qu'il devait subir une opération à la jambe. Il a été remplacé à ces deux postes par Mari Kiviniemi. Celle-ci a été élue à la tête du Parti du centre au 2e tour de scrutin avec 56% des suffrages, devançant le ministre du Commerce et de l'Industrie, Mauri Pekkarinen (44% des voix).

La Commission des affaires constitutionnelles chargée d'étudier le bien-fondé d'une mise en examen de Matti Vanhanen (qui entrainerait l'ouverture d'une enquête préliminaire par le chancelier pouvant conduire à une comparution du Premier ministre devant la Haute Cour de justice) a récemment statué de façon négative sur cette question, estimant que même si l'ancien Premier ministre est au cœur d'un conflit d'intérêt, les condi-

tions ne sont pas requises pour le renvoyer devant la Haute Cour de justice.

Les affaires financières révélées par les médias ont profondément choqué les Finlandais. « *On entend les gens dire que le vote est inutile et que l'argent peut décider de tout. Nous sommes le pays le moins corrompu du monde, nous en sommes très fiers et pourtant, nous avons encore du travail* » analyse Timo Soikkanen, professeur de science politique à l'université de Turku. Selon une enquête d'opinion, 44% des Finlandais considèrent que Matti Vanhanen a commis des actes répréhensibles et 43% estiment qu'il devrait être traduit devant la Haute Cour de justice.

Les débuts de la campagne électorale

Le Premier ministre Mari Kiviniemi a donc entamé un travail de reconquête de l'électorat centriste, et notamment de sa partie rurale dont un pourcentage conséquent a rejoint les « Vrais Finlandais » lors des derniers scrutins. Elle s'appuie sur le bilan de l'action de son gouvernement.

La Finlande est entrée en récession au 2e semestre de 2008 ; en février 2009, le gouvernement de Matti Vanhanen a mis en place un plan de relance centré sur les infrastructures et le soutien aux programmes de recherche et développement. Après une contraction de 8,1% de son PIB en 2009, le pays a enregistré un taux de croissance de 3,1% en 2010 et table sur 2,9% cette année. La croissance est tirée par les exportations qui ont augmenté de 5,7% en 2010 (hausse prévue de 6,9% en 2011), la consommation intérieure (+ 2,8% en 2010), les investissements (+ 3% l'an passé et + 6% prévus en 2011) mais aussi la hausse de la production industrielle. Le déficit de l'Etat a diminué de 10 milliards € en 2010 et devrait encore baisser de 8 milliards cette année. Deux points noirs viennent cependant assombrir ces résultats : le taux de chômage (11,8% en janvier dernier) toujours élevé et le taux d'inflation (3% en janvier 2011) qui devrait atteindre 2,4% cette année.

La fiscalité est l'une des questions essentielles du débat pré-électoral. Le Parti du centre et le Rassemblement conservateur sont favorables à une hausse de la TVA (sauf pour la nourriture et les médicaments) et à une baisse de l'impôt sur les entreprises, deux me-

sures auxquelles le Parti social-démocrate et, plus largement, les partis de gauche sont opposés. En outre, les conservateurs souhaitent diminuer l'impôt sur le revenu, contrairement aux centristes.

La question de l'enseignement obligatoire du suédois, langue officielle du pays depuis 1919 au même titre que le finnois, dans les écoles s'est imposée dans le débat. La Finlande abrite en effet 275 000 suédophones, soit 5,5% de la population, vivant majoritairement sur les côtes sud et ouest du pays. Ils sont les descendants des colons suédois qui se sont installés dans les provinces d'Uusimaa, Turunmaa et Ostrobothnie dès le XIIe siècle. Cette minorité possède son propre système scolaire (allant de la crèche à l'université) et ses médias. Par ailleurs, les émissions en langue suédoise représentent un dixième du temps d'antenne des 2 chaînes de télévision publiques (Yle). La grande majorité des suédophones votent traditionnellement pour le Parti du peuple suédois.

La Premier ministre Mari Kiviniemi a proposé de remplacer les cours de suédois par l'enseignement du russe dans les écoles de l'est de la Finlande. Nils Torvalds, vice-président du Parti du peuple suédois, a proposé l'abandon de l'enseignement obligatoire du suédois dans les écoles. Les « Vrais Finlandais » sont les seuls à demander la suppression de l'apprentissage obligatoire de la langue scandinave par les enfants et la diminution des émissions en suédois à la télévision publique.

La Finlande abrite aussi 8 000 Sami dont environ 1 000 dans la région d'Helsinki (ils représentent également la moitié des habitants des communes d'Inari, d'Enontekiö, d'Utsjoki et de Sodankylä). Cette minorité jouit d'une autonomie culturelle et linguistique et élit depuis 1996 un parlement de 21 membres (mandat de 4 ans). Les Sami s'estiment moins reconnus par le gouvernement finlandais que par les autorités de Norvège et de Suède, dans lesquels ils sont toutefois beaucoup plus nombreux qu'en Finlande (respectivement 80 000 et 20 000).

Enfin, les îles Åland, archipel situé entre la Finlande et la Suède, abritent une population de 25 000 Suédophones qui jouissent depuis le 12 octobre 1951 du statut administratif particulier d'Etat libre associé. Les institutions des îles légifèrent dans les domaines de l'éducation, des affaires sociales et de la santé, de la sécurité, de la culture, etc. En 1995, l'Union européen-

ne a accordé au territoire démilitarisé des îles Åland une dérogation pour rester en dehors de l'Union douanière européenne. Depuis 1922, celles-ci possèdent leur propre gouvernement et leur propre parlement (Ålands lagting ou Lagtinget) qui compte 30 députés. La circonscription formée par les îles Åland ne possède qu'un seul siège à l'Eduskunta/Riksdag.

Le système politique finlandais

L'Eduskunta/Riksdag, (nom finnois et suédois du Parlement) compte 200 députés élus tous les 4 ans au scrutin proportionnel selon la méthode d'Hondt. La Finlande est divisée en 15 circonscriptions. Le nombre de députés élus dépend de la population de chacune d'entre elles (à l'exception des îles Åland qui n'élisent qu'un représentant) : lors de chaque scrutin, le nombre de citoyens de chaque circonscription est divisé par la population totale du pays, le résultat obtenu étant ensuite multiplié par 199 afin d'obtenir le nombre de députés à élire par circonscription. Celui-ci a varié en 2007 de 6 (Carélie du Nord et Savonie du Sud, toutes deux situées dans la partie est du pays) à 34 (Uusimaa). Les électeurs finlandais votent à la fois pour un parti et pour un candidat. Particularité du pays : il n'existe pas de seuil électoral à atteindre pour entrer au Parlement. Un tel seuil aurait pu rendre difficile la représentation de la minorité suédophone du pays, voire priver le Parti du peuple suédois de tout député.

Les candidats aux élections législatives sont désignés par des partis politiques ou par des associations d'électeurs. Pour participer au scrutin, un parti doit recueillir au minimum 5 000 signatures de citoyens afin d'être enregistré auprès du ministère de l'Intérieur. Les associations d'électeurs souhaitant concourir doivent compter un minimum de 100 membres. Dans les cas où le nombre de candidats désignés par les sections locales d'un parti politique dépasse le nombre de candidats que celle-ci est autorisée à présenter, la loi électorale lui impose d'organiser des primaires. Enfin, l'Eduskunta/Riksdag compte 80 femmes, soit 40% du total des députés. En matière de féminisation du Parlement, le pays se situe au 3e rang européen (et au 7e rang mondial) derrière la Suède 45% et les Pays-Bas, 40,7%. Elle se situe au 1er rang des 27 Etats membres de l'Union européenne pour la présence des femmes au

sein du gouvernement.

Par ailleurs, la Finlande a la particularité d'être actuellement gouvernée par deux femmes. La présidente de la République Tarja Halonen (Parti social-démocrate, SDP) a été réélue le 29 janvier 2006 (date du 100e anniversaire du droit de vote et d'éligibilité des Finlandaises, premières femmes à en avoir bénéficié en Europe) et la Premier ministre, Mari Kiviniemi (KESK), en poste depuis le 22 juin 2010. Son gouvernement rassemble le Parti du centre, le Rassemblement conservateur, les Verts et le Parti du peuple suédois. Le gouvernement comprend 13 ministères et, au maximum, 18 ministres. Les députés nommés ministres conservent leur siège au Parlement, cumulant donc les deux mandats.

8 partis politiques sont actuellement représentés à l'Eduskunta/Riksdag :

- le Parti du centre (KESK) du Premier ministre Mari Kiviniemi, successeur du Parti agrarien fondé en 1906 et situé à droite sur l'échiquier politique. Le KESK a participé à près de la moitié des gouvernements finlandais (34 sur 68) et possède 51 sièges ;
- le Rassemblement conservateur (KOK), parti fondé en 1918. Dirigé depuis juin 2004 par l'actuel ministre des Finances, Jyrki Katainen, souvent comparé à l'actuel Premier ministre suédois, Fredrik Reinfeldt (Parti du rassemblement modéré, M), le KOK compte 50 députés ;
- le Parti social-démocrate (SPD), créé en 1899 sous le nom de Parti ouvrier de Finlande et dirigé depuis juin 2008 par Jutta Urpilainen, compte 45 députés ;
- l'Alliance des gauches (VAS), parti situé à l'extrême gauche fondé en 1990, issu de la Ligue démocratique du peuple finlandais (SKDL) et du Parti communiste (SKP) et dirigé par Paavo Arhinmäki, possède 17 sièges ;
- les Verts (VIHR), dirigés par l'actuel ministre du Travail Anni Sinnemäki, possèdent 15 sièges ;
- le Parti du peuple suédois (SFP), parti représentant les intérêts de la minorité suédoise et dirigé par Stefan Wallin, compte 9 députés ;
- le Parti chrétien-démocrate (SKL), fondé en 1958 et dirigé par Päivi Räsänen, compte 7 députés ;
- les « Vrais Finlandais » (PS), parti né en 1995 et issu du Parti rural (SMP) créé par Veikko Vennamo en 1959. Dirigé par Timo Soini, il a remporté 5 sièges aux élections législatives du 17 mars 2008 mais en

possède désormais 6 depuis qu'il a été rejoint en cours de législature par le député du Parti du centre, Markku Usipaavaniemi.

Depuis près de 30 ans, 3 partis d'importance quasi équivalente se partagent de façon stable les 2/3 des voix aux élections nationales finlandaises.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Taloustutkimus et publiée par la chaîne de télévision Yle, le Rassemblement conservateur devrait arriver en tête du scrutin le 17 avril avec 20,9% des suffrages devant le Parti du centre, qui pâtit du scandale autour de son financement (plusieurs de ses membres ont été mis en examen dans cette affaire), qui recueillerait 18,9% des voix et le Parti social-démocrate 17,5%. Ces 3 partis sont cependant menacés par les « Vrais Finlandais », crédités de 16,9% des voix (le parti recueillait 5% d'intentions de vote à l'été 2008 et 10% en mai 2010). Les électeurs indécis sont cependant encore très nombreux et donc déterminants pour l'issue du scrutin. Environ 65% des Finlandais se déclarent certains de se rendre aux urnes.

Plus d'un quart des Finlandais (28%) souhaitent voir le leader du Rassemblement conservateur Jyrki Katainen être nommé Premier ministre, 22% souhaitent que l'actuelle chef du gouvernement Mari Kiviniemi conserve son poste, 14% plébiscitent Timo Soini et, enfin, 8% la sociale-démocrate Jutta Urpilainen.

Rappel des résultats des élections législatives du 18 mars 2007 en Finlande

Participation : 67,90%

| Partis politiques | Nombre de voix obtenues | Pourcentage des suffrages recueillis | Nombre de sièges obtenus |
|--|-------------------------|--------------------------------------|--------------------------|
| Parti du centre (KESK) | 640 428 | 23,10 | 51 |
| Rassemblement conservateur (KOK) | 616 841 | 22,25 | 50 |
| Parti social-démocrate (SPD) | 594 194 | 21,44 | 45 |
| Alliance des gauches (VAS) | 244 296 | 8,82 | 17 |
| Verts (VIHR) | 234 429 | 8,46 | 15 |
| Parti du peuple suédois (SFP) | 126 520 | 4,57 | 9 |
| Parti chrétien-démocrate (SKL) | 134 790 | 4,86 | 7 |
| Vrais Finlandais (PS) | 112 256 | 4,05 | 5 |
| Parti communiste (SKP) | 18 277 | 0,66 | 0 |
| Parti des citoyens séniors (SS) | 16 715 | 0,60 | 0 |
| Åland | 12 588 | 0,45 | 1 |
| Parti de l'indépendance (I) | 5 541 | 0,20 | 0 |
| Bleu-blanc du peuple finlandais (SKS) | 3 913 | 0,14 | 0 |
| Libéraux(L) | 3 171 | 0,11 | 0 |
| Pour les pauvres | 2 521 | 0,10 | 0 |
| Parti communiste des travailleurs (KTP) | 2 007 | 0 | 0 |
| Parti des travailleurs (ST) | 1 764 | 0 | 0 |
| Mouvement national populaire de Finlande | 821 | 0 | 0 |
| Parti de la responsabilité commune | 164 | 0 | 0 |

Source : Office des statistiques finlandais (http://tilastokeskus.fi/til/evaa/2007/evaa_2007_2007-03-22_tie_002_en.html)

Les «Vrais Finlandais» bientôt au gouvernement ?

2 315 candidats, dont 39% de femmes, sont en lice pour les élections législatives le 17 avril prochain en Finlande. Les Verts (VIHR) sont, parmi les partis représentés à l'Eduskunta/Riksdag (nom finnois et suédois du Parlement), les seuls à présenter plus de candidates que de candidats. Le ministère de la Justice a créé sur Facebook un groupe sur les élections législatives pour encourager les jeunes à voter. Selon une enquête d'opinion publiée par le Helsingin Sanomat, 3/4 des jeunes âgés de 18 à 28 ans s'apprentent à se rendre aux urnes. Ils étaient 67,9% à avoir voté lors des dernières élections législatives du 18 mars 2007. Les questions liées à l'Etat providence, les inégalités et le chômage sont les thèmes qui les mobilisent le plus. Le ministère de la Justice organise également des débats sur le scrutin à l'attention des immigrés ayant obtenu la nationalité finlandaise. Ils ont augmenté de 40% par rapport au précédent scrutin législatif du 18 mars 2007 et représentent 1%

J-7
7 jours avant
le scrutin

des inscrits. Le vote anticipé sera autorisé entre le 6 et le 12 avril ; 40% des Finlandais remplissent leur devoir citoyen de cette façon.

Les «Vrais Finlandais» seront-ils le premier parti populiste à entrer au gouvernement d'un pays du nord de l'Europe ?

Ces dernières décennies, la Finlande avait la particularité de compter 3 partis de force quasi-équivalente : le Parti du centre (KESK) et le Rassemblement conservateur (KOK), à droite de l'échiquier politique, le Parti social-démocrate (SPD), à gauche. Ce partage à 3 semble arrivé à son terme. « *Les citoyens ne distinguent plus vraiment les différences existant entre les 3 partis très semblables les uns des autres* » déclare Tuomo Martikainen, professeur à l'université d'Helsinki. « *Il ne va plus de soi que le Rassemblement conservateur remporte finalement les élections. Il y a maintenant 4 partis (KESK, KOK, SPD et Vrais finlandais (PS)) qui ont chacun la possibilité de devenir le plus grand* » analyse Sami Borg de l'université de Tampere. La Finlande avait fini par ne plus avoir de véritable opposition. En augmentant leur crédibilité au fil des années et des scrutins, les « *Vrais Finlandais* » ont comblé ce vide. « *Timo Soini a cassé la rhétorique traditionnelle que les gens détestent. Il a su parler des valeurs traditionnelles et s'adresser aux plus pauvres* » souligne Tuomo Martikainen. Le leader populiste a su se donner l'image d'un homme du peuple et de défenseur des « *petites gens* » contre le pouvoir établi.

En outre, de nouvelles lignes de fracture sont apparues ces dernières années au sein de la société finlandaise. L'intégration des immigrés porteurs de cultures différentes, l'homosexualité, les valeurs de la société finlandaise et même l'apprentissage obligatoire du suédois (autre langue officielle du pays) sont désormais autant de questions figurant au cœur du débat politique. Des milliers de Finlandais ont ainsi quitté l'église luthérienne pour protester contre une campagne homophobe en ligne. 78,2% des Finlandais sont membres de l'église luthérienne.

Le Forum des affaires et de la politique (EVA) a réalisé au début de l'année 2011 une enquête d'opinion sur les valeurs et les attitudes des Finlandais. Le sondage, effectué tous les 2 ans, révèle que ceux-ci sont devenus plus critiques à l'égard du système de prise de décision et des partis politiques et que leurs attitudes à l'égard des étrangers se sont durcies. 40% considèrent

qu'aucun parti politique ne s'intéresse aux véritables problèmes, un pourcentage en hausse par rapport aux précédentes enquêtes. 78% estiment que les partis politiques se sont éloignés des problèmes des citoyens, soit +8 huit points qu'il y a 2 ans. « *La protestation progresse de façon importante. Ce qui est contradictoire, c'est que les Finlandais s'intéressent davantage à la politique. Selon l'enquête d'opinion, 56% d'entre eux s'intéressent à la politique et la suivent activement, contre 51% il y a 2 ans. L'augmentation de cet intérêt est due aux élections législatives et à la croissance de la popularité des Vrais Finlandais* » analyse Ilkka Haavisto, directeur de recherche à l'EVA.

Plusieurs partis extrémistes ont existé en Finlande : d'extrême gauche dans les années 1930 et d'extrême droite dans les années 1970-1980. Certains ont même été au gouvernement. Les « *Vrais Finlandais* » sont, aux yeux des électeurs et de la classe politique, un parti politique crédible et (presque) comme les autres. Son absence de passé néonazi explique en partie cette situation. Les autres partis considèrent que s'il entre au gouvernement, le parti de Timo Soini connaîtra un sort identique à celui du Parti rural (SMP) de Veikko Venamo, membre de la coalition gouvernementale entre 1983 et 1990, qui n'a pu tenir les promesses faites aux électeurs et que l'épreuve du pouvoir a conduit au déclin.

L'Union européenne, clivage de la scène politique finlandaise

En 2011, les « *Vrais Finlandais* » ont déjà remporté une victoire en parvenant à fixer l'agenda électoral. L'accueil et l'intégration des immigrés, ainsi que l'Union européenne sont des thèmes majeurs de la campagne législative. Le parti populiste a été le premier à capitaliser sur le thème de l'immigration mais il n'est pas le seul à en parler. L'ensemble des partis ont, ces dernières années, durci leur attitude sur le sujet. « *Les Vrais Finlandais n'ont pas le monopole de la rhétorique anti-immigrés. Celle-ci résonne depuis longtemps*

au Parlement chez les députés des plus grands partis, mais ceux-ci n'en avaient pas fait un argument électoral » déclare Jussi Förbom, politologue. Ainsi, Tapani Tolli, député KESK, a affirmé que le (généreux) système social finlandais attirait les immigrés et demandé à son parti de réfléchir à renoncer à l'octroi du droit de résidence sur des bases humanitaires. Kari Rajamaeki, député SPD, a exigé un contrôle plus strict de l'immigration.

« Les Vrais Finlandais sont autoritaires, favorables à la famille, à la loi et à l'ordre et opposés à l'immigration. En cela, ils sont d'extrême droite » analyse Anders Helström, politologue ajoutant « Ces partis ne sont plus marginaux. Ils sont établis, ils font partie désormais du courant dominant ». Les autres partis ne peuvent plus se permettre de ne pas se positionner sur les enjeux mis en avant par les « Vrais Finlandais » en dénonçant ceux-ci comme infondés ou de négliger le vote protestataire.

Timo Soini déplore le fait que les criminels bénéficient d'une protection juridique élevée, que les étrangers ayant commis des crimes ne sont pas expulsés plus souvent et remet en cause le quota annuel de réfugiés. Le vice-président du parti, Veli-Matti Saarakkala, a déclaré qu'aucun autre pays ne possède un tel quota. Il souhaite diminuer les aides sociales payées aux étrangers ayant obtenu le permis de séjour.

La Finlande compte 155 000 personnes nées à l'étranger, soit 3% de sa population, mais leur nombre croissant suscite l'inquiétude dans un pays jusqu'alors homogène. « Il y a vraiment très peu d'étrangers en Finlande. Mais ces dernières années, davantage d'immigrés sont venus travailler ici, ce qui est un grand changement » affirme Johanna Suurpää, médiatrice en charge des questions relatives aux minorités. La Finlande a assoupli sa législation permettant aux étrangers disposant d'un permis de séjour temporaire de travailler. En 2008, le nombre de demandeurs d'asile est passé de 1 434 à 4 035 personnes. L'an passé toutefois, le nombre de ceux venus d'Irak et de Somalie a chuté de 50%.

Désindustrialisation, implication des partis politiques (KESK et KOK) dans des scandales financiers, crise de la dette en Europe, telles sont les raisons expliquant la montée des « Vrais Finlandais » dans les enquêtes d'opinion.

Mais le sujet actuel sur lequel le parti populiste mobilise – avec succès – l'opinion publique est le suivant : la crise de la zone euro et de la dette en Europe. Les difficultés économiques actuelles de l'Union européenne sont un thème qui résonne de façon particulière dans un pays où l'euroscpticisme est toujours vif parmi une partie de la population. Juhha Väättäinen, champion d'Europe du 5 000m et du 10 000 m en 1971 et membre des « Vrais Finlandais », a ainsi déclaré qu'avec l'argent versé à la Grèce, la Finlande pourrait construire 20 000 nouveaux logements.

La Premier ministre, Mari Kiviniemi (KESK), a tenté de rassurer les électeurs sensibles aux arguments anti-européens des « Vrais Finlandais » en déclarant que la contribution de son pays au Fonds européen de stabilité financière (FESF) ne sera pas modifiée. Le ministre des Finances, Jyrki Katainen, leader du KOK, a ainsi adopté une ligne dure face à la demande de l'Irlande d'une baisse du taux d'intérêt (5,83%) de la tranche européenne du prêt international qui lui a été accordé. Il a cependant admis que si le Portugal demandait une aide à l'Europe, la Finlande devrait tenir ses engagements en souscrivant à l'augmentation des garanties de prêt du FESF. « Il est assez évident que nous devons accroître les garanties de prêt. Simplement, nous ne savons pas quand cela se produira » a déclaré Jyrki Katainen.

La Présidente finlandaise, Tarja Halonen (SPD), a indiqué que « les bons élèves, comme la Finlande et l'Allemagne, n'étaient pas destinés à être les banquiers de demain (...) Nous sommes prêts à protéger l'euro mais chacun doit veiller sur son économie et se conformer aux règles ».

En raison des atermoiements finlandais et du refus de la Commission parlementaire en charge des relations avec l'Europe d'accorder au gouvernement l'autorisation de renforcer le FESF, la décision finale des chefs d'Etat de la zone euro sur le sujet a été suspendue et ne devrait intervenir qu'après le scrutin législatif du 17 avril. « Beaucoup dépend de la performance électorale des Vrais Finlandais et de leur disponibilité à faire des concessions à leur stricte doctrine eurosceptique » a indiqué Blanka Kolenikova, analyste chez IHS Global Insight.

Les partis politiques sont divisés quant à la participation de la Finlande au Mécanisme européen de stabilité

et au FESF. Le KOK, les Verts et le Parti du peuple suédois (SFP) y sont favorables. Le KESK est partisan du Mécanisme européen de stabilité et prêt à approuver un doublement du FESF si cela est indispensable. Le SPD ne les accepte que si les responsabilités des banques sont prises en compte ; cela constitue un durcissement de son attitude puisque l'été dernier, il avait approuvé la participation de la Finlande au FESF sans implication de la responsabilité des banques privées. Le parti d'extrême gauche l'Alliance des gauches (VAS), le Parti chrétien-démocrate et les Vrais Finlandais y sont opposés.

Les populistes et les extrémistes de gauche se retrouvent donc sur le terrain européen. Annika Lapintie, présidente du groupe parlementaire de l'Alliance des gauches, affirme, comme Timo Soini, que les 3 « grands » partis veulent transformer l'Union européenne en union fédérale, une idée à laquelle elle est opposée. Au mois de mars dernier, l'Alliance des gauches avait déposé une motion de censure du gouvernement sur les garanties finlandaises. Le premier signataire de la motion, Paavo Arhinmäki, président de l'Alliance des gauches, accusait le gouvernement d'avoir doublé les garanties finlandaises. Lors du vote, le parlement avait renouvelé sa confiance au gouvernement par 104 voix contre 62.

Le SPD, de tradition pro-européenne, a voté contre la confiance. « *Le SPD a été un parti européen mais maintenant il suit les Vrais Finlandais* » a déclaré Jyrki Katainen. Timo Soini a qualifié cette opposition du SPD de politique. « *Si les sociaux-démocrates avaient été au gouvernement, ils auraient voté pour comme les autres* » a-t-il souligné.

Timo Soini a renoncé à sa volonté d'obtenir une dérogation concernant la participation de son parti au prochain gouvernement. Lors du 1er débat télévisé de la campagne électorale le 31 mars, il a déclaré que si les « Vrais Finlandais » entrent au gouvernement, ils s'opposeraient au Mécanisme européen de stabilité comme à d'éventuelles aides au Portugal et à l'augmentation des garanties. « *Nous honorerons les engagements pris par la Finlande. Je veux dire que nous soutiendrons l'Irlande et la Grèce. Mais pas davantage (...). Notre but est de faire prendre conscience aux Finlandais que le système doit être renégocié. Nous ne souhaitons pas socialiser la dette. Cela contribuerait*

à transférer encore davantage de nos pouvoirs nationaux vers l'Union européenne » a déclaré Timo Soini ajoutant « *La Finlande ne sera pas mise à la porte de l'euro pour cela* ».

La Premier ministre, Mari Kiviniemi, lui a immédiatement répondu qu'il ne pourrait dans ce cas envisager d'intégrer la coalition gouvernementale. Jyrki Katainen (KOK) a indiqué que s'il était Premier ministre, il n'accepterait pas dans son gouvernement un parti s'opposant au Mécanisme européen de stabilité. « *Les Verts sont donc le seul parti à pouvoir bénéficier de certains privilèges* » a souligné le leader populiste, rappelant que les écologistes avaient été autorisés à voter contre l'énergie nucléaire alors qu'ils étaient membres du gouvernement.

L'avenir de l'Etat providence : les questions clés de la fiscalité et de la redistribution

Tous les leaders politiques sont favorables à une augmentation des impôts (1 à 1,5 milliard €) mais ils diffèrent sur les solutions à apporter contre l'endettement du pays. Jutta Urpilainen (SPD) considère que la politique fiscale menée par les forces de droite a « *ruiné l'économie de l'Europe* ». Elle se montre critique envers le programme des « *Vrais Finlandais* » qui entendent poursuivre l'endettement du pays. Le SPD souhaite réintroduire le versement d'une allocation aux parents estimant que cela rapporterait in fine 1,5 milliard €.

Le Parti du centre y est totalement opposé, considérant qu'une telle allocation est injuste et ne profiterait qu'aux familles les plus aisées. Pour la Premier ministre Mari Kiviniemi, le programme fiscal du SPD constitue un « *fardeau pour les entreprises* » et entraînerait la destruction de milliers d'emplois ; elle est favorable à une hausse modérée des impôts et s'est engagée à ne pas supprimer les minima des aides sociales ou allocations familiales. « *Nous ne devons pas faire d'économies trop strictes. Nous ne devons pas répéter les erreurs que le gouvernement bleu-rouge (SPD-KOK) avait commis après la crise des années 1990* » a déclaré Mari Kiviniemi. Le KESK a pour objectif de créer 150 000 à 200 000 nouveaux emplois lors de la prochaine législature.

Fin mars, la Banque centrale de Finlande a publié ses dernières prévisions : la croissance du PIB s'élèvera

à 3,9% en 2011 et à 2,7% en 2012. Selon l'Institut national de recherches statistiques, le PIB finlandais a augmenté de 3% par an en moyenne entre 2001 à 2008. Erkki Liikanen, gouverneur de la Banque centrale, estime que les prévisions reflètent l'essor de l'économie finlandaise, soutenue par l'augmentation de la consommation des particuliers et les investissements immobiliers. Le pays a été l'un des plus touchés par la crise économique internationale qui a débuté à l'automne 2008. Le PIB avait reculé de 8,2% en 2009. Une récente enquête d'opinion montre que 79% des Finlandais sont favorables à la progressivité de l'impôt sur les revenus du capital. Selon les personnes interrogées, cette progressivité permettrait de réduire les inégalités de revenus, les revenus du capital étant taxés moins lourdement que ne le sont ceux du travail. 63% souhaitent voir restaurer l'impôt sur la fortune, aboli en 2006.

Le scrutin législatif du 17 avril devrait faire naître un nouveau partage du pouvoir en Finlande. Selon toutes les enquêtes d'opinion, les « *Vrais Finlandais* » pourraient enregistrer une forte progression, voire devenir le 2e parti politique du pays, ce qui constituerait un bouleversement. Dans ce cas, Timo Soini se retrouverait dans la position de faiseur de roi. « *Si le parti remporte de nombreux sièges, il sera difficile de l'exclure des négociations pré gouvernementales* » analyse Pasi Saukkonen, politologue de l'université d'Helsinki.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'Institut Research Insight Finland pour la chaîne de télévision MTV3 et publiée le 5 avril, le KOK et le KESK sont au coude à coude, crédités respectivement de 19,9% et 19,8% des intentions de vote. Le SPD recueillerait 18,1% et les « *Vrais Finlandais* » 16,2%. « *Il est un peu tôt pour le dire mais ce sondage montre que les*

Vrais Finlandais ont peut-être atteint leur sommet. Cependant, le soutien qu'ils peuvent recueillir est par nature incertain puisqu'il dépend du mécontentement de la population et qu'il exprime une protestation » a souligné Heikki Paloheimo, professeur de science politique à l'université de Tampere.

Une autre enquête d'opinion réalisée pour Turun Sanomat montre une augmentation des intentions de vote en faveur des « *Vrais Finlandais* » dans la région de Turku où le parti est crédité de 21,7% des suffrages, talonnant le KOK qui recueillerait 21,9%. En Savonie du Nord, le parti populiste obtiendrait 21,7% des suffrages et 17,6% en Finlande centrale. Il a également dépassé le SPD dans la circonscription d'Uusimaa, la plus grande du pays, où il figure en 2^e position avec 18% s derrière le KOK avec 26,5%. En revanche, il ne progresse pas à Helsinki, 11,6%.

Les « *Vrais Finlandais* » séduisent de nombreux sympathisants du Parti du centre, très réticents au soutien de leur pays à la Grèce ou à l'Irlande, notamment dans les milieux ruraux où le parti est bien implanté. Ils attirent également des proches du SPD. Une enquête interne réalisée par la Confédération des syndicats finlandais a révélé que 10% de ses membres soutiennent les Vrais finlandais. La Confédération regroupe un million d'adhérents, soit un cinquième de la population.

La participation devrait jouer un rôle important dans le résultat du scrutin. Celle-ci est traditionnellement plus faible en Finlande que dans les autres pays nordiques. 67,9% des Finlandais se sont rendus aux urnes lors des dernières élections législatives du 18 mars 2007, mais 82,1% des Suédois se sont déplacés en septembre 2010, 75,4% des Norvégiens en septembre 2009 et 86,5% des Danois en novembre 2007.

Considérable percée des populistes aux élections législatives en Finlande

Les élections législatives du 17 avril en Finlande ont vu la forte percée des «Vrais Finlandais» qui sont devenus le 3e parti du pays. Ils ont recueilli 19% des suffrages et remporté 39 sièges, soit +34

RÉSULTATS

par rapport au précédent scrutin législatif du 18 mars 2007. Les Vrais Finlandais sont le seul parti à progresser et à accroître son nombre de députés à l'Eduskunta/Riksdag, chambre unique du Parlement. Ils font quasiment jeu égal avec le Parti social-démocrate (SPD) de Jutta Urpilainen qui a obtenu 19,1% des voix et remporté 42 sièges (- 3). Le Rassemblement conservateur (KOK), dirigé par le ministre des Finances sortant, Jyrki Katainen, est arrivé en tête avec 20,44% des suffrages et 44 sièges (- 6). C'est la première fois dans l'histoire finlandaise que le KOK remporte un scrutin législatif. Le Parti du centre (KESK) de la Premier ministre sortante, Mari Kiviniemi, essuie un revers en obtenant 15,8% des voix et 35 sièges (-16). L'Alliance des gauches (VAS) de Paavo Arhinmäki a enregistré une baisse avec 8,1% des suffrages et 14 sièges (- 2), les Verts (VIHR), dirigés par le ministre du Travail sortant, Anni Sinnemäki, sont également en recul avec 7,2% et 10 sièges (-5). Le Parti du peuple suédois (SFP) de Stefan Wallin s'est maintenu avec 4,3% des suffrages (9 sièges, =). Enfin, le Parti chrétien-démocrate (SKL), emmené par Päivi Räsänen, a recueilli 4% des voix et remporté 6 sièges (- 1).

La participation a été élevée et s'est établie à 70,4%, soit +2,5 points par rapport au précédent scrutin législatif de 2007.

«C'est un bon départ ! C'est la victoire du bon sens. Il n'est plus réaliste de continuer sous la gouvernance des vieux partis d'année en année» a déclaré le leader des «Vrais Finlandais», Timo Soini, à l'annonce des résultats. «C'est un changement historique. Les Vrais Finlandais ont désormais un député dans chaque circonscription !» a-t-il ajouté.

Ces élections marquent en effet un véritable bouleversement de la vie politique où règne depuis toujours une forte culture du consensus. La scène politique est dominée depuis les années 1970 par 3 partis de force quasi-équivalente – à gauche, le Parti social-démocrate ; à droite, le Rassemblement conservateur et le Parti du centre – qui avaient l'habitude de se partager le pouvoir. Nous assistons donc à un nouveau partage du pouvoir en raison de la considérable percée des populistes, force politique en expansion dans toute l'Europe. «C'est un vrai big bang dans la vie politique finlandaise, c'est un grand, grand changement. Cela va modifier le contenu des politiques de la Finlande» a souligné Jan Sundberg, professeur à l'université d'Helsinki.

Le discours fortement eurosceptique et nationaliste de Timo Soini mêlé à un discours socioéconomique plutôt orienté à gauche a su convaincre les Finlandais. Il semblerait que de très nombreux abstentionnistes traditionnels se soient rendus aux urnes pour voter en faveur des «Vrais Finlandais». «Le succès annoncé des Vrais Finlandais tient au fait qu'ils attirent un électorat très divers» a indiqué le politologue du Centre de recherches sur les relations ethniques d'Helsinki, Pasi

Saukkonen, qui prévoit que le leader populiste «pourrait avoir de grosses difficultés à tenir ses troupes après les élections législatives».

«Je suis heureuse que notre message sur l'emploi et la justice ait été entendu par les électeurs» a déclaré la présidente du parti social-démocrate Jutta Urpilainen. Le SPD fait en effet mieux que ce que lui prédisaient les enquêtes d'opinion. L'infléchissement de son discours vers des thèmes portés par les «Vrais Finlandais», comme une approche plus critique, voire sceptique, à l'égard de l'Europe et de l'immigration, semble avoir porté ses fruits électoralement. Jutta Urpilainen, qui avait été décriée en raison d'un déficit d'image, peut également savourer une victoire personnelle.

Enfin, la Premier ministre sortante Mari Kiviniemi a reconnu la défaite de son parti. «Cela ressemble une défaite écrasante pour nous» a-t-elle indiqué. «C'est une déception, mais les citoyens nous ont dit ce qu'ils voulaient et il faut écouter» a-t-elle ajouté.

«Mes chers amis, nous avons écrit l'histoire !» s'est écrié le leader du Rassemblement conservateur, Jyrki Katainen. «Responsabilité, droiture, notre projet d'avenir et notre orientation positive ont su gagner la confiance du peuple» a affirmé le ministre des Finances sortant.

Jyrki Katainen, qui a mené une campagne pro-européenne, notamment concernant l'aide financière aux Etats membres les plus touchés par la crise socioé-

conomique, va devoir maintenant négocier avec les «Vrais Finlandais», qui ont fait de leur opposition au plan de sauvetage du Portugal un thème «non négociable» et/ou avec le Parti social-démocrate qui a demandé de nouvelles garanties.

Timo Soini a fait des élections législatives un «référéndum sur l'euro dont les Finlandais avaient été privés au moment de l'adoption de la monnaie unique». Il a rappelé qu'il souhaitait modifier les modalités du plan de sauvetage du Portugal, 3e pays de la zone euro à avoir besoin d'un plan de sauvetage après la Grèce et l'Irlande. Les «Vrais Finlandais» sont opposés à une augmentation de la capacité effective du Fonds européen de stabilité financière (FESF). La décision sur la façon de relever à 440 milliards € la capacité effective de prêt du Fonds (dont la Finlande a accepté de garantir 8 milliards €) devrait être prise par les partenaires européens à la fin du mois de juin. Le retrait d'un seul des 17 pays de l'Eurogroupe du FESF mettrait ce dernier en péril. La Finlande a garanti 12,5 milliards € au Mécanisme européen de stabilité, accordé un prêt de 1,48 milliard € à la Grèce et de 160 millions € à l'Islande et enfin promis 324 millions € à la Lettonie.

«Il est anormal que des pays qui ont mal géré leur économie créent des problèmes et fassent payer leurs dettes aux contribuables finlandais. Quand la Grèce s'est effondrée, on nous a dit que ce serait le dernier Etat membre que nous aurions à aider. Puis est venue l'Irlande, et maintenant le Portugal» a déclaré Timo Soini.

«Beaucoup de gens ont relégué l'apport de l'Union européenne en arrière-plan. D'une approche positive de l'Europe, on est passé à une vision plus sceptique et comptable» analyse Teija Tiilikainen, directrice de l'Institut finlandais des affaires étrangères, pour qui la montée des «Vrais Finlandais» est directement liée au plan d'urgence pour sauver la Grèce. «Le vote pour les Vrais Finlandais reflète le sentiment selon lequel la Finlande a pris soin de ses propres affaires pendant que d'autres dans la zone euro n'ont pas assumé leurs responsabilités, un sentiment dont les Vrais Finlandais sont su profiter» souligne Pasi Kuoppamäki, économiste à la banque Sampo. «Les Finlandais se sont serrés la ceinture et n'ont reçu aucune aide, ils n'ont jamais demandé de l'argent à personne et ont observé toutes

les règles européennes quand d'autres pays ont mal géré leurs affaires» analyse Jan Sundberg. Pour celui-ci, l'indignation de l'opinion publique a de profondes racines qui plongent dans l'importante récession qu'a connue le pays dans les années 1990 qui a vu l'effondrement du secteur bancaire national et le taux de chômage avoisiner les 20%.

Après l'annonce des résultats, Jyrki Katainen a tenu à minimiser la perspective de voir son pays modifier son attitude à l'égard des difficultés européennes. «La Finlande a toujours été un pays attaché à régler des problèmes de manière responsable, pas à en causer. Il s'agit ici d'une cause européenne commune» a-t-il déclaré. En Finlande, le parlement est autorisé à se prononcer sur les demandes de fonds de financement de plans de sauvetage de l'Union européenne. Première conséquence du résultat des élections législatives du 17 avril : l'euro s'est déprécié le 18 avril face au dollar américain et au yen japonais.

«Traditionnellement, les partis politiques s'accordent pour que le dirigeant du parti le mieux représenté en sièges forme le gouvernement» a souligné Ilkka Ruuska. Le leader du Rassemblement conservateur, Jyrki Katainen, devrait donc être le prochain Premier ministre d'un pays où les coalitions gouvernementales se sont toujours formées au gré des élections et au-delà des clivages idéologiques. Le Parti rural (SMP), dont sont issus les Vrais Finlandais, a ainsi participé aux gouvernements finlandais entre 1983 et 1990. «Quand on les interroge, la majorité des Finlandais disent que qui est au gouvernement n'a pas d'importance» indique Lauri Korhonen, professeur de sciences politiques à l'université de Turku.

Agé de 40 ans, Jyrki Katainen est diplômé de sciences sociales de l'université de Tampere. Après avoir obtenu plusieurs mandats locaux (conseiller municipal de Siilinjärvi et conseiller régional de Savonie du Nord), il est élu député en 1999. Cinq ans plus tard, en 2004, il prend la direction du Rassemblement conservateur. En 2007, il est nommé ministre des Finances du gouvernement dirigé par Matti Vanhanen (KESK). Il sera reconduit à ce poste par la Premier ministre Mari Kiviniemi en juin 2010. Il y a 3 ans, Jyrki Katainen avait été désigné meilleur ministre des Finances d'Europe par le quotidien économique The Financial Times.

Résultats des élections législatives du 17 avril 2011 en Finlande

Participation : 70,40%

| Partis politiques | Nombre de voix obtenues | Pourcentage des suffrages recueillis | Nombre de sièges obtenus |
|----------------------------------|-------------------------|--------------------------------------|--------------------------|
| Rassemblement conservateur (KOK) | 598 369 | 20,4 | 44 |
| Parti social-démocrate (SPD) | 561 049 | 19,1 | 42 |
| Vrais Finlandais (PS) | 559 342 | 19 | 39 |
| Parti du centre (KESK) | 463 160 | 15,8 | 35 |
| Alliance des gauches (VAS) | 238 473 | 8,1 | 14 |
| Verts (VIHR) | 212 837 | 7,2 | 10 |
| Parti du peuple suédois (SFP) | 125 865 | 4,3 | 9 |
| Parti chrétien-démocrate (SKL) | 118 514 | 4 | 6 |
| Aland | 8 542 | 0,4 | 1 |
| Autres | 95 984 | 1,6 | 0 |

Source : Site internet de l'Office des statistiques finlandaises (<http://tilastokeskus.fi/til/vaa.html>)